

4 JUILLET 1972. — Loi modifiant la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1. A l'article 1, dernier alinéa, de la loi du 1er juillet 1956 relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, les mots « dans le cas du § 2 » sont supprimés.

Art. 2. L'article 2, § 2, de la même loi, est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, les véhicules automoteurs ayant leur stationnement habituel à l'étranger, sont également admis à la circulation en Belgique à condition que le Bureau agréé à cette fin par le Roi assume lui-même à l'égard des personnes lésées, la charge de réparer, conformément aux dispositions de la présente loi, les dommages causés en Belgique par ces véhicules.

» Le Roi détermine quels sont les véhicules qui sont réputés, pour l'exécution de la présente loi, avoir leur stationnement habituel à l'étranger. Il fixe les modalités d'admission de ces véhicules en Belgique et il peut exiger la production d'un certificat international d'assurance.

» Lorsque, pour des conducteurs de véhicules ayant leur stationnement habituel dans les pays étrangers que le Roi détermine, le port du certificat international d'assurance n'est pas exigé, l'obligation du Bureau est maintenue, même si l'obligation d'assurance n'a pas été respectée.

Art. 3. L'article 3, alinéa 2, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« L'assurance doit comprendre, aux conditions que le Roi détermine, les dommages causés aux personnes et aux biens par des faits survenus sur le territoire des Etats déterminés par le Roi.

(1) Chambre des représentants.

Session ordinaire 1963-1964.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 851-1 du 17 juillet 1964. — Amendements n° 851-2, de M. Charpentier; n° 851-3, présentés par le gouvernement.

Session ordinaire 1966-1967.

Documents parlementaires. — Amendements n° 365-2, présentés par le gouvernement; n° 365-3, de M. Saintraint; n° 365-4, de 1° M. Defraigne; 2° M. Duerinck; n° 365-5, de M. Saintraint.

Session ordinaire 1968-1969.

Documents parlementaires. — Amendements n° 262-2, présentés par le gouvernement; n° 262-3, de 1° M. Coulonvaux; 2° M. Charpentier; n° 262-4, de 1° M. Coulonvaux; 2° M. Defraigne; n° 262-5, de 1° M. Charpentier; 2° M. Coulonvaux; 3° M. Lindemans. — Rapport n° 262-6 du 11 juin 1969 de M. Van Rompaey.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 25 juin 1969.

Sénat.

Session ordinaire 1968-1969.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 503, du 25 juin 1969, transmis par la Chambre des Représentants.

Session ordinaire 1971-1972.

Rapport n° 403, du 8 juin 1972, de M. Calewaert.
Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 15 juin 1972. Adoption. Séance du 20 juin 1972.

Chambre des représentants.

Session ordinaire 1971-1972.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 313-2 du 21 juin 1972, amendé par le Sénat.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 29 juin 1972.

4 JULI 1972. — Wet tot wijziging van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Geoot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 1, laatste lid, van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen worden de woorden « in het geval van § 2 » geschrapt.

Art. 2. Artikel 2, § 2, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Niettemin worden motorrijtuigen, die gewoonlijk in het buitenland zijn gestald eveneens tot het verkeer in België toegelaten, mits het Bureau, tot dat doel erkend door de Koning, zelf tegenover de benadeelden de verplichting op zich neemt de schade, door die motorrijtuigen toegebracht, overeenkomstig de bepalingen van deze wet te vergoeden.

» De Koning bepaalt welke voertuigen voor de uitvoering van deze wet geacht worden gewoonlijk in het buitenland te zijn gestald. Hij stelt vast op welke wijze die voertuigen in België worden toegelaten en kan overlegging van een internationaal verzekeringsbewijs eisen.

» Indien van bestuurders van voertuigen die gewoonlijk zijn gestald in door de Koning nader te noemen vreemde landen, niet wordt geëist dat zij het internationaal verzekeringsbewijs bij zich hebben, blijft de verplichting van het Bureau bestaan, zelfs als de verzekeringsplicht niet is nagekomen.

Art. 3. Artikel 3, tweede lid, van dezelfde wet wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« De verzekering moet, onder voorwaarden die de Koning bepaalt, de schade omvatten welke aan personen en aan goederen wordt toegebracht door feiten voorgevallen op het grondgebied

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers.

Gewone zitting 1963-1964.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 851-1 van 17 juli 1964. — Amendementen nr. 851-2 van de heer Charpentier; nr. 851-3 voorgesteld door de regering.

Gewone zitting 1966-1967.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen nr. 365-2, voorgesteld door de regering; nr. 365-3 van de heer Saintraint; nr. 365-4, van 1° de heer Defraigne; 2° de heer Duerinck; nr. 365-5, van de heer Saintraint.

Gewone zitting 1968-1969.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen nr. 262-2, voorgesteld door de regering; nr. 262-3, van 1° de heer Coulonvaux; 2° de heer Charpentier; nr. 262-4, van 1° de heer Coulonvaux; 2° de heer Defraigne; nr. 262-5, van 1° de heer Charpentier; 2° de heer Coulonvaux; 3° de heer Lindemans. — Verslag nr. 262-6, van 11 juni 1969, door de heer Van Rompaey.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 25 juni 1969.

Senaat.

Gewone zitting 1968-1969.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 503 van 25 juni 1969, overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Gewone zitting 1971-1972.

Verslag nr. 403 van 8 juni 1972, door de heer Calewaert.
Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 15 juni 1972. — Aanneming. Vergadering van 20 juni 1972.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Gewone zitting 1971-1972.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp nr. 313-2 van 21 juni 1972, geamendeerd door de Senaat.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 29 juni 1972.

Elle doit comprendre les dommages causés aux personnes transportées à quelque titre que ce soit par le véhicule ayant occasionné le dommage; les biens transportés par ce véhicule peuvent être exclus de l'assurance.»

Art. 4. Il est inséré dans la même loi un article 4bis, libellé comme suit :

« § 1. L'immatriculation d'un véhicule automoteur est subordonnée à la couverture conforme aux dispositions de la présente loi de la responsabilité civile à laquelle ce véhicule peut donner lieu.

» Le Roi réglemente la délivrance et la restitution de la marque d'immatriculation.

» Sauf dans les cas prévus à l'article 14, la délivrance de la plaque provinciale d'un cyclomoteur non soumis à l'immatriculation est subordonnée à l'attestation d'un assureur agréé portant sur l'existence d'un contrat d'assurance en cours qui répond aux conditions de la présente loi et couvre le demandeur jusqu'au 31 décembre de l'année dont la plaque porte le millésime.

» § 2. Aucun véhicule automoteur ne peut être mis en circulation sur la voie publique sans qu'il soit satisfait aux prescriptions suivantes :

» 1° si le véhicule est immatriculé en Belgique, il doit être muni de la marque d'immatriculation correspondant aux mentions du certificat d'immatriculation;

» 2° si le véhicule est un cyclomoteur non soumis à l'immatriculation et qu'il a son stationnement habituel en Belgique, il doit être muni de la plaque provinciale portant le millésime de l'année en cours ou celui de l'année suivante;

» 3° si le véhicule a son stationnement habituel à l'étranger, le conducteur doit pouvoir établir par les moyens de preuve déterminés par le Roi que le véhicule est admis à circuler en Belgique en vertu de l'article 2 de la présente loi ou en vertu d'un traité international.»

Art. 5. Il est inséré dans la même loi un article 14bis, libellé comme suit :

« § 1. Les véhicules automoteurs ayant leur stationnement habituel en dehors du territoire de la Belgique seront dispensés, en Belgique, de l'application de l'article 2 lorsqu'ils seront munis d'une attestation du gouvernement d'un autre Etat constatant que le véhicule appartient à cet Etat ou, s'il s'agit d'un Etat fédéral, à celui-ci ou à l'un de ses pays membres; dans ce dernier cas, l'attestation sera délivrée par le Gouvernement fédéral.

» § 2. Cette attestation désignera l'autorité ou l'organisme qui sera chargé de réparer le dommage conformément à la loi belge et qui sera susceptible d'être assigné, devant les juridictions compétentes selon cette loi. L'Etat ou le pays auquel appartient ce véhicule se portera garant dudit règlement.»

Art. 6. Il est inséré dans la même loi une section intitulée : « Dispositions transitoires introduites par la loi du 4 juillet 1972. »

» Art. 28. — L'entrée en vigueur de la présente loi a pour effet de modifier de plein droit, dans les limites fixées par ses dispositions, les obligations des assureurs telles qu'elles résultent des conditions générales des contrats en cours.

» Ces modifications ne peuvent justifier aucune majoration ou réduction du montant de la prime fixée par le contrat, ni la résiliation de celui-ci.

» Art. 29. — § 1. Les plaques provinciales pour cyclomoteurs qui porteront le millésime de l'année qui suit celle de l'entrée en vigueur de la présente loi ne seront délivrées que sur la production d'une attestation d'un assureur agréé, portant sur l'existence d'un contrat d'assurance valable jusqu'au 31 décembre de cette année.

» Cette attestation devra être fournie par l'assureur sur demande de tout titulaire d'un contrat d'assurance en cours au 1er janvier de cette même année. La période d'assurance qui prend fin au cours de l'année sera prolongée jusqu'au 31 décembre, un supplément étant dû à l'assureur au prorata de la prolongation.

» § 2. Si le contrat se poursuit au-delà de cette date, les périodes annuelles d'assurances couvrent l'année civile, l'échéance annuelle étant fixée au 1er décembre qui précède ladite année et la date

van door de Koning te noemen Staten. In die verzekering is begrepen de schade toegebracht aan personen die, in welke hoedanigheid ook, worden vervoerd door het motorrijtuig dat de schade toebrengt; de goederen, door dat motorrijtuig vervoerd, kunnen van de verzekering worden uitgesloten.»

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 4bis ingevoegd, luidende als volgt :

« § 1. Geen motorrijtuig mag worden ingeschreven als het niet vereenkomstig deze wet is gedekt tegen de burgerrechtelijke aansprakelijkheid waartoe het aanleiding kan geven.

» De Koning regelt de afgifte van de kenmerkplaten en hun inlevering.

» Behalve in de gevallen van artikel 14, mag geen provinciale plaat voor een niet aan inschrijving onderworpen rijwiel met hulpmotor worden afgegeven dan tegen overlegging van een bewijs van een toegelaten verzekeraar betreffende het bestaan van een lopend verzekeringcontract dat aan de eisen van deze wet voldoet en de verzekering dekking geeft tot 31 december van het jaar dat op de kenmerkplaat voorkomt.

» § 2. Geen motorrijtuig mag op de openbare weg in het verkeer worden gebracht indien niet aan de hierna volgende voorschriften is voldaan :

» 1° als het motorrijtuig in België is ingeschreven, moet het voorzien zijn van een kenmerkplaat die overeenstemt met de vermeldingen in het inschrijvingsbewijs;

» 2° als het motorrijtuig een niet aan inschrijving onderworpen rijwiel met hulpmotor is dat gewoonlijk in België is gestald, moet het voorzien zijn van de provinciale plaat waarop het jaartal van het lopende of van het daaropvolgende jaar voorkomt;

» 3° als het motorrijtuig gewoonlijk in het buitenland is gestald, moet de bestuurder, aan de hand van door de Koning bepaalde bewijsmiddelen, kunnen aantonen dat het motorrijtuig op grond van artikel 2 van deze wet of van een internationaal verdrag tot het verkeer in België is toegelaten.»

Art. 5. Een artikel 14bis, luidend als volgt, wordt in dezelfde wet ingevoegd :

« § 1. Artikel 2 is, in België, niet van toepassing op motorrijtuigen die gewoonlijk in het buitenland zijn gestald, mits zij zijn voorzien van een door de regering van een andere Staat afgegeven bewijs waaruit blijkt dat het rijtuig toebehoort aan die Staat of, als het om een federale Staat gaat, aan deze laatste of aan een van de landen die er deel van uitmaken; in dit geval wordt het bewijs door de federale regering afgegeven.

» § 2. Dat bewijs vermeldt de overheid of instelling die de schade overeenkomstig de Belgische wet moet vergoeden en die op grond van deze wet voor het bevoegde gerecht kan worden gedagvaard. De Staat of het land waaraan het rijtuig toebehoort, s'nat voor die vergoeding in.»

Art. 6. Een afdeling « Overgangsbepalingen ingevoegd door de wet van 4 juli 1972 » wordt in dezelfde wet ingevoegd.

» Art. 28. — De inwerkingtreding van deze wet leidt, binnen de grenzen door haar bepalingen gesteld, van rechtswege tot wijziging van de verplichtingen van de verzekeraars, zoals die voortvloeien uit de algemene voorwaarden van de lopende verzekeringscontracten.

» Die wijzigingen kunnen geen rechtvaardigingsgrond zijn voor enige verhoging of vermindering van het bedrag van de bij het verzekeringscontract vastgestelde premie, noch voor de ontbinding van dit contract.

» Art. 29. — § 1. De provinciale platen voor rijwielen met hulpmotor waarop het jaartal voorkomt van het jaar volgend op dat waarin deze wet in werking is getreden, worden slechts afgegeven na overlegging van een bewijs van een toegelaten verzekeraar betreffende het bestaan van een tot 31 december van dat jaar geldig verzekeringscontract.

» De verzekeraar moet, desgevraagd, zodanig bewijs verstrekken aan iedere houder van een op 1 januari van datzelfde jaar lopend verzekeringscontract. Het verzekeringstijdvak dat gedurende het jaar ten einde loopt, wordt verlengd tot 31 december en een met de verlenging evenredige premietoelage is aan de verzekeraar verschuldigd.

» § 2. Indien het contract tot na die datum voortduurt, dekken de jaarlijkse verzekeringstijdvakken het kalenderjaar, terwijl de jaarlijkse vervaldag wordt vastgesteld op 1 december die aan

de l'expiration du contrat reportée au 31 décembre de l'année où il doit prendre fin.

» Art. 30. — Les dispositions des articles 1, 2, § 2, 3, alinéa 2, tels qu'ils sont modifiés par la présente loi et les articles 4bis, 14bis, 28 et 29 tels qu'ils sont insérés par la présente loi, entrent en vigueur aux dates fixées par le Roi après que la Commission des Communautés européennes aura déterminé le moment auquel la directive du Conseil du 24 avril 1972 produit ses effets.»

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 juillet 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

genoemd jaar voorafgaat en terwijl de datum waarop het contract eindigt, wordt verschoven tot 31 december van het jaar waarin het contract een einde moet nemen.

» Art. 30. — De bepalingen van de artikelen 1, 2, § 2, en 3, tweede lid, zoals zij bij deze wet worden gewijzigd, en de bij deze wet ingevoegde artikelen 4bis, 14bis, 28 en 29 treden in werking op de data die de Koning zal vaststellen nadat de Commissie van de Europese Gemeenschappen zal hebben bepaald sinds wanneer de richtlijn van de Raad d.d. 24 april 1972 uitwerking heeft.»

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 juli 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie :

A. VRANCKX

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

29 JUIN 1972

Loi contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1972 (1)

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I. — Dépenses ordinaires

Article 1er. Il est ouvert pour les dépenses ordinaires de l'année budgétaire 1972 afférentes au Ministère de l'Agriculture et énumérées au titre I du tableau ci-annexé, des crédits s'élevant à la somme de 3 748 749 000 francs.

Art. 2. Par dérogation à l'article 15 modifié de la loi organique de la Cour des Comptes du 29 octobre 1846, des avances de fonds d'un montant maximum de 6 000 000 de francs peuvent être consenties aux comptables extraordinaires du Département. Ces avances peuvent supporter des dépenses d'un montant maximum de 15 000 francs, sauf en ce qui concerne les frais de mission à l'étranger dont le montant est fixé par le Ministre de l'Agriculture.

Art. 3. Vu le caractère urgent des dépenses à prévoir et par dérogation à l'article 15 modifié de la loi du 29 octobre 1846 organique de la Cour des Comptes, le comptable, chargé de la liquidation des secours et allocations à caractère social, peut recevoir des avances de fonds successives d'un montant ne dépassant pas 500 000 F, dont il sera justifié ultérieurement.

Art. 4. Autorisation est accordée au Ministre de l'Agriculture de mettre à la disposition de la Masse d'habillement des Eaux et Forêts, en vue de couvrir les besoins de trésorerie de cet organisme, la quote-part du crédit prévu à l'article 12.10, section I et section II, afférents aux indemnités pour port de l'uniforme, reprise sous l'article 600.2.B., titre IV, section particulière.

(1) Session 1971-1972.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi: Doc. 4-XI, n° 1, et n° 1 (Annexes). — Rapport: Doc. 4-XI, n° 4. — Amendements: Doc. 4-XI, n° 2 et 3.

Annales parlementaires. — Discussion: Séances des 24 et 25 mai 1972. — Adoption: Séance du 1er juin 1972.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi: Doc. n° 5-XI. Annales parlementaires. — Discussion: Séance du 8 juin 1972. Adoption: Séance du 13 juin 1972.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

29 JUNI 1972

Wet houdende de begroting van het Ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1972 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — Gewone uitgaven

Artikel 1. Voor de aan het begrotingsjaar 1972 verbonden en in titel I van hierbijgaande tabel opgesomde gewone uitgaven betreffende het Ministerie van Landbouw zijn kredieten geopend die de som van 3 748 749 000 frank belopen.

Art. 2. Bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, mogen geldvoorschotten tot een maximumbedrag van 6 000 000 frank verleend worden aan de buitengewone rekenplichtigen van het Departement. Die voorschotten mogen uitgaven dragen die ten hoogste 15 000 frank belopen, met uitzondering van de uitgaven voor opdrachten in het buitenland waarvan het bedrag door de Minister van Landbouw bepaald wordt.

Art. 3. Gezien het spoedeisend karakter van de in het vooruitzicht gestelde uitgaven, en bij afwijking van het gewijzigd artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846 op inrichting van het Rekenhof, mag de rekenplichtige, belast met de vereffening van de hulpgehden en toelagen van sociale aard, achtereenvolgende geldvoorschotten van hoogstens 500 000 frank ontvangen, die later zullen verantwoord worden.

Art. 4. De Minister van Landbouw wordt ertoe gemachtigd het deel van het onder artikel 12.10, sectie I en sectie II, uitgetrokken krediet, bestemd voor de vergoedingen wegens het dragen van de uniform, ter beschikking te stellen van het Kledingsfonds van Waters en Bossen, opgenomen onder artikel 600.2.B., van titel IV, afzonderlijke sectie, ten einde dit organisme de nodige fondsen te verschaffen.

(1) Zitting 1971-1972.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp: Doc. 4-XI, nr. 1 en nr. 1 (Bijlagen). — Verslag: Doc. 4-XI, nr. 4. — Amendementen: Doc. 4-XI, nrs. 2 en 3.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking: Vergaderingen van 24 en 25 mei 1972. — Aanneming: Vergadering van 1 juni 1972.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp: Doc. nr. 5-XI. Parlementaire Handelingen. — Bespreking: Vergadering van 8 juni 1972. — Aanneming: Vergadering van 13 juni 1972.